



Collectivité Territoriale de Corse
Office du Développement Agricole et Rural de Corse

ENTREPRISES RURALES

APPEL A PROJETS N° 6.4.2-2

REFERENCE REGLEMENTAIRE :

- PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA CORSE 2014-2020 (FEADER)

MESURE CONCERNEE :

- 6.4.2- Développement des entreprises en milieu Rural

TABLE DES MATIERES

REFERENCE REGLEMENTAIRE :	1
MESURE CONCERNÉE :	1
CONTEXTE.....	3
RÉFÉRENCE DE L'APPEL À PROJET	3
ENJEUX	3
CONTACTS.....	3
CALENDRIER	4
CONDITIONS GENERALES D'ELIGIBILITE.....	4
CHAMPS D'INTERVENTION	4
LES PORTEURS DE PROJET	6
LES DÉPENSES ÉLIGIBLES	6
TAUX ET MONTANT DES AIDES	7
CIRCUITS DE GESTION DES DOSSIERS	7
A. CALENDRIER	7
B. PROCÉDURE DE SÉLECTION DES DOSSIERS.....	8
ANNEXES	9

CONTEXTE

Le PDRC a été validé par décision de la Commission Européenne le 6 octobre 2015.

REFERENCE DE L'APPEL A PROJET

Titre	ENTREPRISES RURALES
Numéro référence AAP	Mesure 6.4.2
Date d'approbation AAP par le Conseil Exécutif de Corse	
Date de lancement de l'appel à projet	1er Janvier 2021
Date de clôture 1ere session	Appel à projet ouvert en continu
Date de clôture de l'appel à projet	31/12/2021

ENJEUX

La Région Corse est autorité de gestion du FEADER pour la période de programmation européenne 2014-2020. A ce titre, elle lance un appel à projet pour 2021 afin de soutenir le développement endogène des territoires ruraux en facilitant la diversification, la création et le développement de petites entreprises ainsi que la création d'emplois, en cohérence avec le domaine prioritaire 6a) de la Commission Européenne.

Cet appel à projet vise à accompagner les projets d'investissement des micros et petites entreprises en milieu rural.

Sont notamment concernés les activités suivantes :

- le secteur de l'offre touristique de plein air et de loisir,
- les entreprises de services et notamment celles dédiées aux services à la personne en milieu rural,
- l'artisanat, valorisant des ressources locales ou le patrimoine,
- les micro-entreprises de transformation de denrées alimentaires,

Sont exclus les projets relevant des secteurs d'activités du bâtiment, du transport, du secteur libéral ainsi que les débits de boisson.

CONTACTS

Ce dispositif est géré intégralement par le guichet unique - service instructeur de l'ODARC. Ce dernier est l'interlocuteur permanent et identifié pour toute question de la part des porteurs de projet :

Pour la Balagne : Mme SOLLET Anne-Marie - Tél : 04 95 60 48 01

Pour le Centre-Corse : M.ALESSANDRINI François -Tél : 04 95 48 82 53

Pour le Pays bastiais : M.OTTAVI Vincent - Tél : 04 95 59 21 66

Pour la Castagniccia-Costa Verde : M.NICOLAI Régis - Tél : 04 95 59 21 65

Pour la Plaine Orientale : Mme USCIDDA Dorothée - Tél : 04 95 56 20 74
Pour l'extrême Sud : Mme CARIA Nathalie - Tél : 04 95 70 08 60
Pour le Sarténais Valinco : M.SANTONI Stéphane - Tél : 04 95 10 45 23
Pour le Pays Ajaccien et l'OUEST CORSE : M. BORELLI Jean Luc - Tél : 04 95 29 50 24

Les dossiers de candidature sont annexés au présent appel à projet et disponibles sur le site internet de l'ODARC. Les dossiers sous format papier (en un seul exemplaire) sont à déposer ou à envoyer à :

OFFICE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL DE CORSE
Avenue Paul GIACOBBI- BP 618- 20601 BASTIA CEDEX

CALENDRIER

L'appel à projet est ouvert à compter du 1er Janvier 2021. Les dossiers peuvent être déposés en continu jusqu'à la date de clôture de l'appel à projet soit le 31/12/2021.

CONDITIONS GENERALES D'ELIGIBILITE

Les opérations retenues au titre de cet appel à projet seront financées au titre de la Sous-Mesure 6.4.2 - Développement des entreprises en milieu Rural du Programme de Développement Rural de la Corse 2014-2020.

La sous-mesure permet ainsi l'accompagnement d'un certain nombre de secteurs économiques pouvant présenter des opportunités et présentant des effets induits et multiplicateurs, comme :

- l'accueil de nouvelles populations en milieu rural et la création d'emploi
- l'émergence de micro filières et de réseau d'acteurs du territoire,
- la relocalisation d'activité et de circuits commerciaux,
- la préservation et la promotion de l'environnement.
- le renforcement des démarches de qualités et l'émergence de l'innovation organisationnelle et technologique,
- l'insertion sociale et le développement humain.

NB : Lignes de partages :

- Avec la mesure 4.2 (Aide aux IAA) : le présent dispositif d'aide s'applique dès lors que la part de produits agricoles dans le processus de fabrication mis en œuvre par le bénéficiaire est inférieure à 20%.
- Avec la mesure 6.4.1 (Aide à la diversification) : le présent dispositif s'applique dès lors que le porteur de projet ne dispose pas de la qualité d'agriculteur.

CHAMPS D'INTERVENTION

Sont ciblés par cet appel à projet, les secteurs d'activité suivants :

- Les commerces de détail dans l'alimentaire : Seuls sont éligibles les projets des entreprises dont le point de vente est localisé dans des communes de moins de 1200 habitants (voir en annexe Populations légales des communes en vigueur au 1er janvier 2019)
Les activités de restauration (restaurants, auberges, snack,...) devront justifier d'une ouverture à l'année.

-L'artisanat d'art : Seuls sont éligibles les projets des entreprises dont l'atelier de production est localisé dans des communes de moins de 1200 habitants (voir en annexe 2 Populations légales des communes en vigueur au 1er janvier 2019).

- Les activités récréatives et touristiques seuls sont éligibles les projets des entreprises localisés dans des communes de moins de 1200 habitants (voir en annexe 2 Populations légales des communes en vigueur au 1er janvier 2019) à savoir :
 - o Pour les terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs localisés dans les communes de moins de 1200 habitants: seuls les investissements liés à la modernisation et à l'amélioration des locaux ou des équipements liés aux conditions d'accueil de la clientèle sont éligibles.
 - o Pour les activités récréatives et de loisirs de plein air : Seules sont éligibles les entreprises dont le siège social est localisé sur des communes de moins de 1200 habitants. De plus, le dirigeant de l'entreprise candidate à l'appel à projet devra être titulaire d'un diplôme d'état correspondant à l'exercice de ses activités. Les entreprises éligibles doivent développer au moins une des activités suivantes :
 - o Alpinisme/Escalade
 - o Canoë-kayak
 - o Pêche en rivière
 - o Randonnées équestres ou pédestres
 - o Ski alpin/ ski de randonnée
 - o Sports en eaux vives
 - o Via ferrata
 - o VTT
 - o Accro-branche / Parcours aventure
 - o Pour les activités d'hébergement touristique : Seuls sont éligible les gîtes ou meublés de tourisme de petite capacité d'accueil (moins de 5 chambres à l'issue du projet) localisés sur les communes de moins de 1200 habitants.
Seules les opérations de rénovation ou d'extension qui concernent des bâtiments existants avant 1960 sont éligibles.
Les opérations de construction sont également éligibles. Le plafond d'investissement éligible est fixé à 60 000€/chambre créée ou rénovée.

-Les prestations de services aux personnes : Seuls sont éligibles les projets des entreprises dont le local d'exploitation et le siège d'exploitation sont localisés dans des communes de moins de 1200 habitants (voir en annexe 2 Populations légales des communes en vigueur au 1er janvier 2019).

- Les activités de production dématérialisée : Seuls sont éligibles les projets des entreprises dont le siège et le local d'exploitation sont localisés dans des communes de moins de 1200 habitants (voir en annexe 2 Populations légales des communes en vigueur au 1er janvier 2019).

- Les activités en lien avec le développement agricole : Seules sont éligibles les coopératives d'approvisionnement agricole.
- Les activités de maintenance: Seuls sont éligibles les projets des entreprises dont l'atelier de maintenance est localisé dans des communes de moins de 1200 habitants (voir en annexe population INSEE des communes en Corse).

Sont exclus les projets relevant des secteurs d'activités du bâtiment, du transport, du secteur libéral ainsi que les débits de boisson.

LES PORTEURS DE PROJET

Bénéficiaires éligibles :

- Les micro-entreprises et les petites entreprises (entreprises individuelles ou personnes morales) en phase de création ou de développement.

Sont exclus de l'appel à projet : les sociétés civiles immobilières, les organismes publics ou assimilés (associations, collectivités locales, syndicat mixte...etc.), les agriculteurs ou membre d'un ménage agricole éligible au type d'opération 6.4.1 du PDRC.

LES DEPENSES ELIGIBLES

- Les investissements matériels :
 - équipements structurants, non assimilables à des fournitures, y compris les coûts d'installation,
 - l'acquisition, la construction, l'extension, l'amélioration et l'aménagement de bâtiments,
 - Les frais généraux liés au projet dans la limite de 10% de l'assiette éligible du projet : l'ingénierie des projets, y compris la réalisation du business plan et d'étude de marché en lien avec l'investissement, la maîtrise d'oeuvre de l'opération, les coûts de certification et de qualification des procédés, notamment environnementale en lien avec l'investissement
- Les investissements immatériels :
 - le dépôt de brevet et l'achat de Licence.

Le plancher du montant des dépenses éligibles est fixé à 5.000€ par opération.

- Dépenses non éligibles :
 - les aménagements paysagers et la voirie, et le coût du foncier
 - l'acquisition de véhicules,
 - les matériels d'occasion,
 - les coûts de fonctionnement, et l'emploi de salariés,

- la valorisation des travaux réalisés par le maître d'ouvrage.

TAUX ET MONTANT DES AIDES

Le taux de subvention est appliqué selon les modalités suivantes :

		Taux d'aide
Projets portés par un bénéficiaire unique	Taux de base	50%
	Projet valorisant les ressources naturelles **	60%
Projet émergeant à une démarche d'action collective ou en réseau*		60%

**Les démarches d'action collective intéressent une grappe d'entreprises regroupées autour d'un projet ou réseau commun, et unissant au moins 5 entreprises soit horizontalement soit verticalement.*

*** Les opérations visant à la valorisation des ressources issues de la forêt feront l'objet d'un appel à projet spécifique et n'entrent pas dans le champ de cet appel à projet.*

La détermination de la subvention s'établit sur la base des devis prévisionnels fournis au dossier qui déterminent l'assiette éligible en comptabilisant :

- Les coûts des investissements matériels et immatériels,
- Les frais généraux dans la limite de 10% des dépenses éligibles : études, honoraires et frais d'expertise

Montant maximum d'aide : 200 000€ par bénéficiaire tous les 3 ans conformément au règlement De Minimis.

Budget de l'appel à projet :

A titre indicatif, le budget alloué à cet appel à projet est de 3 M€.

CIRCUITS DE GESTION DES DOSSIERS

A. CALENDRIER

Lancement de l'appel à candidature le **1er janvier 2021**.

L'appel à projet est ouvert en continu jusqu'à la date de clôture fixée au 31/12/2021.

A réception du dossier candidature complet incluant la demande d'aide publique, un accusé de réception sera transmis au bénéficiaire.

En cas de pièces manquantes, le porteur de projet en est informé et devra compléter son dossier au plus tard dans les quatre mois suivant la demande d'aide. Passé ce délai, la candidature sera considérée comme irrecevable.

Un dossier est considéré complet si toutes les pièces administratives demandées sont présentes dans le dossier.

Les dossiers sélectionnés sont proposés aux commissions décisionnelles de chaque financeur et au Conseil Exécutif de Corse pour l'attribution des aides.

NB : Pour les dossiers qui auront été sélectionnés, la date d'éligibilité des dépenses est ***fixée à la date de l'accusé de réception du dossier complet.***

B. PROCEDURE DE SELECTION DES DOSSIERS

Dans le respect du règlement européen de développement rural, la Commission européenne impose un principe de sélection pour la période de programmation 2014-2020. Tout projet sollicitant une aide financière du FEADER fera l'objet d'une sélection pour répondre aux besoins stratégiques du PDRC et atteindre les objectifs fixés.

La grille de sélection suivante permettra l'attribution d'une cotation et le classement des dossiers par le guichet unique – service instructeur.

CRITERES	POINTS
<u>Localisation du projet dans les secteurs géographiques les plus fragiles :</u>	Maxi 30 pts
- Projets localisés sur les communes* ¹ de moins de 500 habitants	30
- Projets localisés sur les communes* de 500 à 1000 habitants	20
- Projets localisés sur les communes* de plus de 1000 habitants	10
<u>Approche globale de la qualité du projet:</u>	Maxi 40 pts
- le candidat présente une expérience reconnue ou a suivi une formation en adéquation avec l'activité qu'il souhaite développer, ou s'engage à suivre une formation qualifiante	20
- le projet s'intègre à une démarche d'action collective ou interprofessionnelle, ou à un réseau d'entreprises partenaires	10
- Le projet peut se prévaloir d'une démarche de certification sociale ou environnementale (conformité ou évaluation par une tierce partie d'un diagnostic visant à l'atteinte), ou utilise des matériaux à faible empreinte environnementale (bois ou pierre)	10
<u>Publics spécifiques:</u>	Maxi 20 pts
- Projet porté par un jeune entrepreneur (moins de 40 ans)	10
- Projet porté par une femme	10

*Pour les communes présentant un habitat dispersé, le critère pourra-être appliqué par rapport à la taille du hameau

<u>Impact socio-économique du projet</u> <ul style="list-style-type: none"> - Projet générateur d'emploi(s) pérenne(s) sur la durée d'engagement de la mesure - Activité valorisant les ressources naturelles et/ou agricoles locales - Activité génératrice d'un revenu au moins équivalent à ½ SMIC en N+2 	Maxi 30 pts 10 10 10
<u>Secteurs d'activité :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet est en adéquation avec la thématique définie par l'appel à projet : tourisme rural, services aux populations résidentes, valorisation de ressources naturelles ou patrimoniales, services forestiers et environnementaux...etc 	120

MIN 170 points - MAX 240 points.

Les dossiers non sélectionnés ne feront l'objet d'aucune subvention. Les demandeurs non-sélectionnés pourront déposer une nouvelle demande d'aide dans le cadre d'une éventuelle nouvelle session ou au titre d'un appel à projet ultérieur.

Le candidat dont le projet a été sélectionné reçoit ensuite la notification d'attribution des aides sous la forme de convention.

L'aide sera versée sur demande déposée auprès du service instructeur, après réalisation du projet et sur présentation de justificatifs de dépense.

ANNEXES

Annexe 2 : Population INSEE des communes en Corse

Annexe 3 : Dossier de candidature incluant la demande d'aide